

Education. Quatre classes immersives en alsacien, allemand et français ouvriront à la rentrée en Alsace

C'est une première qualifiée d'« historique » en Alsace : à la rentrée prochaine ouvriront quatre parcours d'enseignement immersif en langue régionale en maternelle. Avec une particularité, puisqu'ils seront trilingues en alsacien, allemand... et français.

À la rentrée 2023, un parcours linguistique associant l'alsacien, l'allemand et le français sera expérimenté dans quatre petites sections de maternelle où existent déjà des classes bilingues, à Colmar (aux Tulipes), Brumath (Arc-en-Ciel), Sélestat (Froebel) et Altkirch (Saint-Morand). Le dispositif prendra le nom de Tomi Ungerer, suite « à un message fort de soutien de sa fille », de quoi faire dire au recteur de Strasbourg Olivier Faron qu'« une belle fée s'est penchée sur ce berceau ».

C'est en tout cas une première dans l'académie, une étape attendue de longue date et même qualifiée par certains d'« historique ». Lors d'une présentation ce lundi, le maire de Colmar, Eric Straumann, qui avait rapidement fait savoir son intérêt pour un enseignement dit immersif, a « salué » le fait que « la République française introduise l'alsacien dans les écoles publiques, alors qu'à une période on se faisait plutôt taper les doigts... c'était chic de parler français. » Rappelons que plus récemment, en 2017, c'était l'association ABCM qui s'était fait taper sur les doigts par le rectorat de Strasbourg pour avoir initié un projet pédagogique à 100 % en langue régionale.

« Commençons, nous dresserons ensuite un bilan »

Dans la foulée de la loi Molac, c'est désormais l'Éducation nationale qui se lance à une variante près en Alsace, puisque le dispositif public inclut 25 % d'enseignement en français (soit six heures par semaine sur 24), à l'encontre de ce qu'espéraient les défenseurs de la langue régionale. Avec ce projet trilingue, le rectorat se fait fort de respecter à la fois « le cadre constitutionnel » et celui « fixé par le ministère » visant « la réussite des jeunes tout au long de leur parcours », y compris s'ils quittent la région et alors que les résultats en français y sont légèrement moins bons qu'au niveau national, a défendu le recteur. Et d'expliquer que cette « innovation pédagogique forte » sera portée par des enseignants volontaires récemment formés et qui « auront vocation à échanger entre eux ».

Aux services académiques de leur apporter un soutien mais aussi d'évaluer les résultats, en lien avec les deux universités alsaciennes. Il est aussi question d'une mission d'inspection générale. « C'est une démarche qui nous engage », a repris Olivier Faron. « Il s'agit de réfléchir ensemble au regard d'autres modèles pratiqués ailleurs et tout en reconnaissant la singularité de notre académie. » Le ministre de l'Éducation nationale Pap Ndiaye « est à l'aise avec le développement de l'immersion. Les planètes sont alignées », s'est réjouie la députée Brigitte Klinkert, témoignant aussi de son expérience à la co-présidence

de l'assemblée parlementaire franco-allemande. « Commençons à 75 %, nous dresserons ensuite un bilan », propose-t-elle.

En espérant des enseignants... et des élèves

Même incomplet, même alors que le nombre de locuteurs alsaciens de moins de 18 ans est tombé à 7 %, tous entendent accompagner ce « changement de paradigme ». La Collectivité européenne d'Alsace, qui se veut cheffe de file de la coopération transfrontalière et du bilinguisme, le fera en soutenant le développement des services périscolaires en langue régionale, a rappelé le conseiller Nicolas Matt. Au sein de la convention quadripartite sur la politique des langues en Alsace, au côté de la région Grand Est et désormais des deux universités alsaciennes, il s'agira aussi de « trouver les mécanismes pour former les enseignants qui manquent en langue régionale », a-t-il poursuivi, notamment par des propositions de bourses.

C'est l'une des difficultés que rencontrera inmanquablement l'Éducation nationale et qui incite au « réalisme », selon le terme de Brigitte Klinkert. Encore faut-il convaincre les familles d'inscrire leur enfant dans ce nouveau parcours à la rentrée, prévoit le maire de Sélestat Marcel Bauer, et que celui-ci compte une dose de français pourrait finalement y contribuer.



par Catherine Chenciner

